

Exclusif

Publié le 14 janvier 2017 à 05h00 | Mis à jour le 14 janvier 2017 à 07h02

Les ingénieurs du gouvernement pourraient débrayer à leur tour



Le ministère des Transports emploie 800 des 1400 membres de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec.
Photo Ivanoh Demers, Archives La Presse



[Martin Croteau](#)

La Presse

Alors que la grève des juristes de l'État s'étire, un nouveau conflit de travail point à l'horizon dans la fonction publique. Les ingénieurs du gouvernement brandissent à leur tour la menace d'un débrayage, un conflit de travail qui perturberait la saison des travaux routiers.

Élu l'automne dernier à la tête de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ), Marc-André Martin promet un changement de cap à la tête du syndicat. Si les pourparlers qui durent depuis plus de deux ans ne débloquent pas, dit-il, « la saison 2017 des travaux risque d'être compromise ».

« On négocie depuis 2014. Alors là, notre patience a des limites. Le ton va durcir s'il n'y a pas un changement de vision de l'autre côté », a déclaré M. Martin.

L'APIGQ s'était dotée d'un mandat de grève en juin, mais a choisi de ne pas le mettre à exécution l'été dernier. Le ministère des Transports, qui emploie 800 de ses 1400 membres, était en pleine crise et le syndicat voulait éviter qu'on lui attribue la responsabilité de la situation. Ses membres ont donc mené une grève des heures supplémentaires.

En 2017, les ingénieurs seront beaucoup moins patients, promet Marc-André Martin. Ils donnent « une dernière chance à la négociation » avant d'entreprendre des moyens de pression. Car pour l'heure, les deux parties sont « à des années-lumière » d'une entente, notamment sur la question des salaires.

« Il va falloir que le gouvernement ajuste ses propositions en fonction des conditions du marché, en fonction de ce qui se fait ailleurs, prévient M. Martin. Nous, nos gens sont prêts à aller à la guerre. »

ÉCART SALARIAL

La convention collective des ingénieurs de l'État est échue depuis le 31 mars 2015. Une grève aurait pour effet de perturber les travaux routiers prévus l'été prochain. Ce serait le premier débrayage de ces professionnels en plus de 50 ans, le dernier ayant eu lieu en 1966.

L'APIGQ réclame des hausses de 20 % d'ici 2019. Elle souhaite ainsi empêcher l'écart salarial de se creuser entre ses membres et les ingénieurs d'Hydro-Québec, puisque les employés de la société d'État ont récemment obtenu des augmentations.

Le gouvernement offre aux ingénieurs des augmentations salariales de 5,25 % sur trois ans, affirme M. Martin. Les deux parties se sont rencontrées vendredi après-midi. Une nouvelle rencontre est prévue en février.

Au bureau du président du Conseil du trésor, Carlos Leitão, on affirme que les négociations se poursuivent. On s'est montré surpris par les commentaires du nouveau président de l'APIGQ.

« Les négociations sont en cours et nous ne négocierons pas sur la place publique. Par contre, c'est inhabituel de lancer des menaces de grève alors que les parties sont en train de négocier », Catherine Poulin, porte-parole de Carlos Leitão, président du Conseil du trésor

La montée au front des ingénieurs survient alors que les avocats et les notaires de l'État sont en grève depuis le 24 octobre.

© La Presse, Itée. Tous droits réservés.

